

Diligence raisonnable sur les prestataires de sécurité : une liste de contrôle pour les acheteurs internationaux

Liste de contrôle de diligence raisonnable pour les prestataires de sécurité : licences, salaires, temps de travail, assurances, droits humains, lutte anticorruption, sanctions, sous-traitance.

2026-10-12 · 4 min · FR

Pourquoi les prestataires de sécurité exigent une diligence raisonnable approfondie

Un prestataire de sécurité n'est pas un fournisseur ordinaire. Son personnel travaille dans vos locaux, interagit avec vos salariés et vos clients, peut recourir à la force en situation de légitime défense, et détient souvent clés, codes et informations sensibles. Lorsque quelque chose tourne mal, c'est la réputation du client qui en pâtit.

Plusieurs cadres juridiques rendent également la diligence de l'acheteur directement pertinente. En vertu de l'article 7 du UK Bribery Act 2010, une organisation commerciale commet une infraction si une personne qui lui est associée corrompt autrui pour obtenir ou conserver un marché ou un avantage à son profit, à moins que l'organisation ne puisse démontrer qu'elle disposait de procédures adéquates pour prévenir un tel comportement.

Sur le plan international, les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, approuvés par le Conseil des droits de l'homme en 2011, attendent des entreprises qu'elles mènent une diligence raisonnable en matière de droits humains couvrant les impacts directement liés à leurs activités par leurs relations d'affaires, ce qui inclut les prestataires.

Licences et conformité réglementaire

La sécurité privée est une activité soumise à autorisation dans la plupart des pays, et les exigences diffèrent. Au Royaume-Uni, les opérateurs de sécurité contractuels exerçant des activités soumises à licence telles que le gardiennage, le contrôle d'accès en discothèque ou la surveillance d'espaces publics (vidéosurveillance) doivent détenir une licence de la Security Industry Authority, tout comme les dirigeants et responsables des entreprises qui les emploient. En France, une entreprise de sécurité doit détenir une autorisation d'exercice délivrée par le CNAPS, ses dirigeants doivent détenir un agrément, et les agents une carte professionnelle individuelle, renouvelable tous les cinq ans sous réserve de formation continue.

Demandez la licence de l'entreprise et son périmètre pour chaque pays, la liste du personnel habilité devant être affecté, et toute preuve de sanctions ou d'avertissements émis par le régulateur. Vérifiez de manière indépendante lorsque le régulateur propose un contrôle en ligne.

Les règles de licence déterminent également qui peut faire quoi. Au Royaume-Uni, par exemple, le personnel interne assurant la surveillance des locaux de son propre employeur n'a généralement pas besoin d'une licence SIA, alors que le personnel contractuel exécutant les mêmes tâches en a besoin. Lorsqu'un groupe compare un modèle interne à un modèle externalisé, ou passe de l'un à l'autre, les conséquences en matière de licence doivent être vérifiées pays par pays.

Salaires, temps de travail et pratiques sociales

Les prix bas dans le gardiennage sont souvent financés par des heures supplémentaires non payées, des vacances excessives ou des salaires inférieurs à la convention collective applicable. Ces pratiques créent une exposition juridique et dégradent directement la vigilance sur site.

Au sein de l'Union européenne, la directive sur le temps de travail fixe des normes minimales incluant une moyenne ne dépassant pas 48 heures par semaine, heures supplémentaires comprises, au moins 11 heures consécutives de repos quotidien et au moins 24 heures de repos hebdomadaire supplémentaires. Le droit national et les conventions collectives ajoutent des règles complémentaires. Demandez la convention collective appliquée dans chaque pays, le taux horaire utilisé dans la construction du prix, et des plannings anonymisés pour un échantillon de site.

Comparez le taux horaire au salaire minimum applicable et au barème de la convention collective, en ajoutant les charges sociales patronales, les congés payés, la formation et l'encadrement. Si le prix ne peut couvrir ces éléments ainsi qu'une marge raisonnable, demandez au soumissionnaire d'expliquer comment il compte y parvenir. Un bref entretien avec les superviseurs de site lors d'une visite de référence révèle souvent davantage sur les conditions de travail réelles que n'importe quelle réponse écrite.

Assurances, droits humains, corruption, sanctions et sous-traitance

Les assurances doivent couvrir la responsabilité civile et la responsabilité employeur à des niveaux adaptés à vos sites, avec mention du client comme bénéficiaire lorsque c'est possible. Demandez les attestations et les conditions des polices, pas seulement une lettre de courtier.

Les engagements en matière de droits humains sont de plus en plus testés dans les appels d'offres : une politique écrite, un mécanisme de réclamation ouvert aux travailleurs et au public, et une formation sur l'usage de la force et la non-discrimination. Les contrôles anticorruption devraient inclure une politique, des règles sur les cadeaux et l'hospitalité, et une diligence raisonnable sur les intermédiaires.

Le filtrage des sanctions doit couvrir l'entreprise, ses propriétaires et dirigeants, ainsi que ses principaux sous-traitants, au regard des listes pertinentes pour votre groupe. Au Royaume-Uni, la UK Sanctions List du FCDO constitue la source unique de toutes les désignations de sanctions britanniques depuis la fermeture de la liste consolidée de l'OFSI le 28 janvier 2026.

Enfin, la sous-traitance est le point où la responsabilité se rompt le plus souvent. Exigez une déclaration complète, une approbation écrite préalable et la répercussion des mêmes obligations en cascade.

La diligence raisonnable n'est pas un exercice ponctuel. Les licences expirent, l'actionnariat change et de nouveaux sous-traitants apparaissent pendant la durée du contrat. Intégrez une actualisation annuelle au contrat, avec une obligation pour le prestataire de signaler sans délai tout changement important (perte de licence, changement de contrôle, sanctions réglementaires, incidents graves).

Liste de contrôle de diligence raisonnable

Utilisez la liste suivante comme demande minimale pour chaque lot pays.

- Licence ou autorisation de l'entreprise, périmètre et date d'expiration ; agréments des dirigeants lorsque requis.
- Licences ou cartes professionnelles du personnel affecté, avec une méthode de vérification.
- Convention collective appliquée, taux horaire utilisé dans la tarification, politique en matière d'heures supplémentaires et de repos, plannings échantillons.
- Attestations d'assurance et conditions des polices (responsabilité civile, responsabilité employeur, responsabilité civile professionnelle).
- Politique en matière de droits humains, mécanisme de réclamation, procédures d'usage de la force et de vérification des antécédents.
- Politique anticorruption, registre des cadeaux et de l'hospitalité, processus de diligence raisonnable sur les tiers.
- Filtrage des sanctions et de la presse défavorable de l'entreprise, des bénéficiaires effectifs, des dirigeants et des sous-traitants.
- Liste des sous-traitants, processus d'approbation et clauses de répercussion en cascade.
- Certifications revendiquées (par exemple ISO 9001, ISO 18788, adhésion ICoCA), avec numéros de certificat et organismes émetteurs.

L'approche d'IPN

IPN constitue un dossier commun de diligence raisonnable que chaque membre national doit compléter et tenir à jour, afin que les acheteurs puissent examiner chaque pays sur une base identique. Le réseau étant en phase de fondation, les acheteurs doivent demander et vérifier directement ces documents pour chaque membre proposé sur leur contrat.

Sources

Bribery Act 2010, section 7: Failure of commercial organisations to prevent bribery
<https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2010/23/section/7>

Bpifrance Creation: Agent de securite, reglementation
<https://bpifrance-creation.fr/activites-reglementees/agent-securite>

UN Guiding Principles on Business and Human Rights (OHCHR)

https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/publications/guidingprinciplesbusinessshr_en.pdf

GOV.UK: Find out if you need an SIA licence

<https://www.gov.uk/guidance/find-out-if-you-need-an-sia-licence>

European Commission: Working Time Directive

https://employment-social-affairs.ec.europa.eu/policies-and-activities/rights-work/labour-law/working-conditions/working-time-directive_en

GOV.UK: The UK Sanctions List

<https://www.gov.uk/government/publications/the-uk-sanctions-list>

<https://international-pn.com/fr/analyses/liste-contrôle-diligence-raisonnable-prestataires-securite>